

Nouveaux instruments d'analyse des marchés

Congrès Anpromis
11 février 2010
Lisbonne



Introduction

Situation actuelle

- Les récentes crises alimentaire (2008) et financière (2009) ont montré les limites de la capacité autorégulatrice des marchés;
- Le secteur agricole se caractérise depuis toujours par une hyper-volatilité des prix, provoquant une instabilité qu'aucun secteur économique n'est capable de supporter, et qui doit être encadrée;
- Les prix agricoles sont tendanciellement orientés à la baisse, conduisant à l'appauvrissement de la population agricole mondiale;
- 1 milliard de personnes souffre de la faim dans le monde, et 2 milliards sont en-dessous du seuil de pauvreté;
- Sur le milliard de personnes souffrant de la faim dans le monde, 70% sont des ruraux;
- Les achats de terres se multiplient en Afrique et en Amérique du sud;
- La réforme de la PAC est en gestation.



Introduction

Situation actuelle

Compte tenu de ces réalités, auxquelles s'ajoutent les turbulences climatiques, financières et démographiques, **il est certain que nous nous engageons vers des cycles de turbulences agricoles majeurs, si nous ne changeons pas de référentiel.**

il est donc nécessaire de construire de nouveaux instruments d'analyse des marchés, afin de mieux comprendre les implications de chaque politique, et élaborer des réponses adaptées.

... C'est tout l'objet de momagri

I. Le constat

II. Les instruments d'analyse et d'évaluation créés par momagri

III. Les principes de gouvernance



I. Le constat

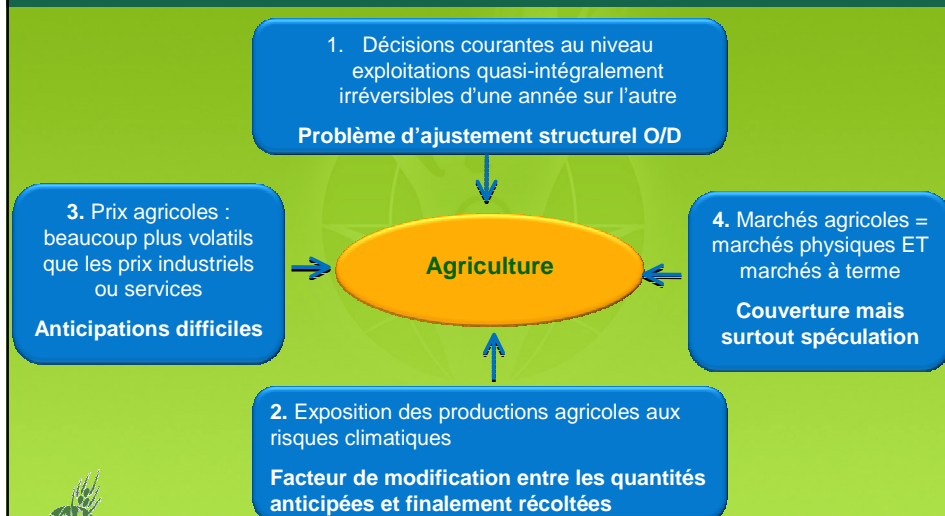


La philosophie de momagri : L'agriculture est spécifique et stratégique

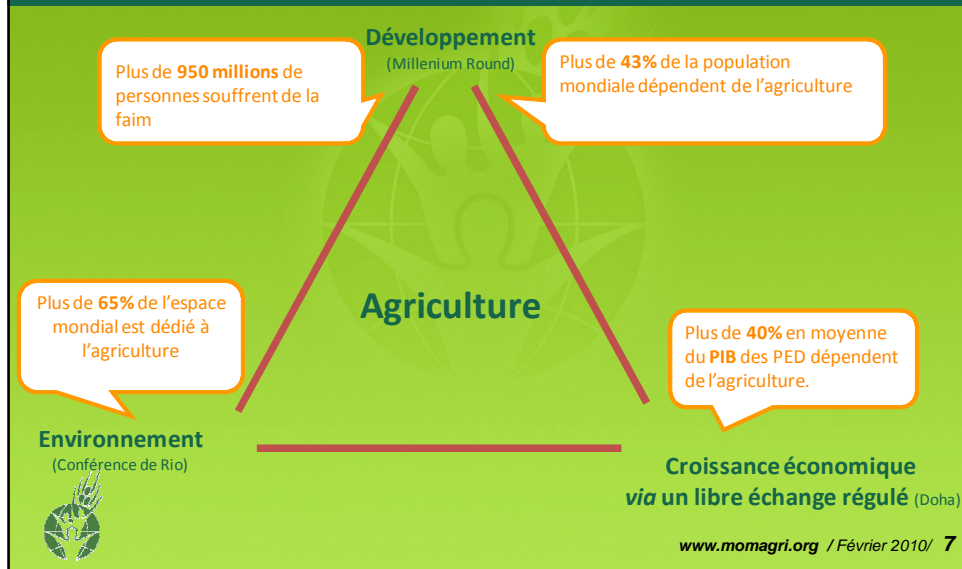
Stratégique...	Spécifique...
<ul style="list-style-type: none"> -Base des civilisations -Facteur indispensable de développement économique -Gage de souveraineté alimentaire -Élément déterminant de la puissance d'un pays 	<ul style="list-style-type: none"> -Ajustement décalé entre l'offre et la demande -Plafonnement des économies d'échelles -Non délocalisation de la terre - Instabilité structurelle du secteur agricole
Négliger ces aspects stratégiques est un risque majeur pour l'avenir de l'Humanité	Aucune activité économique ne peut supporter de telles spécificités sans déstabilisation



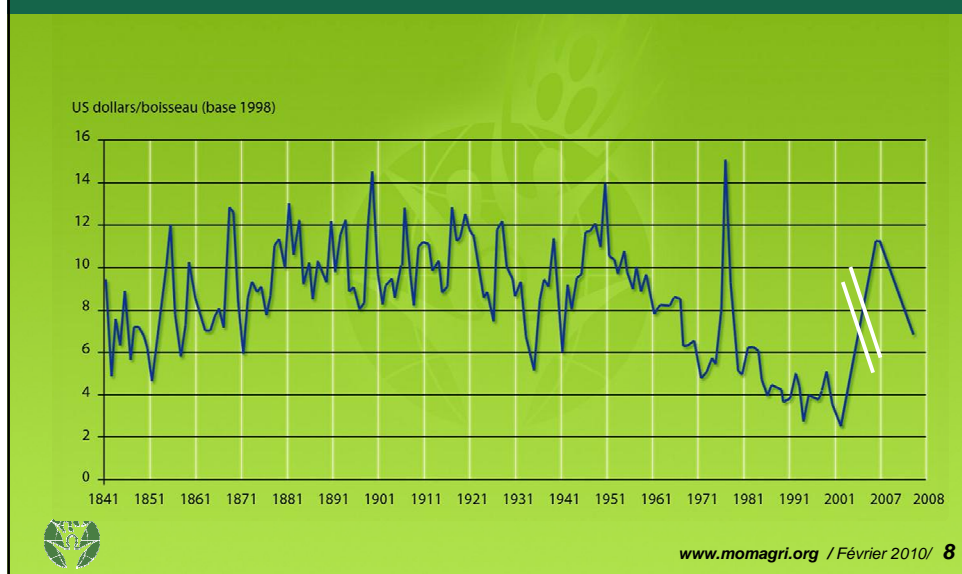
Les marchés agricoles : une exposition unique aux risques...



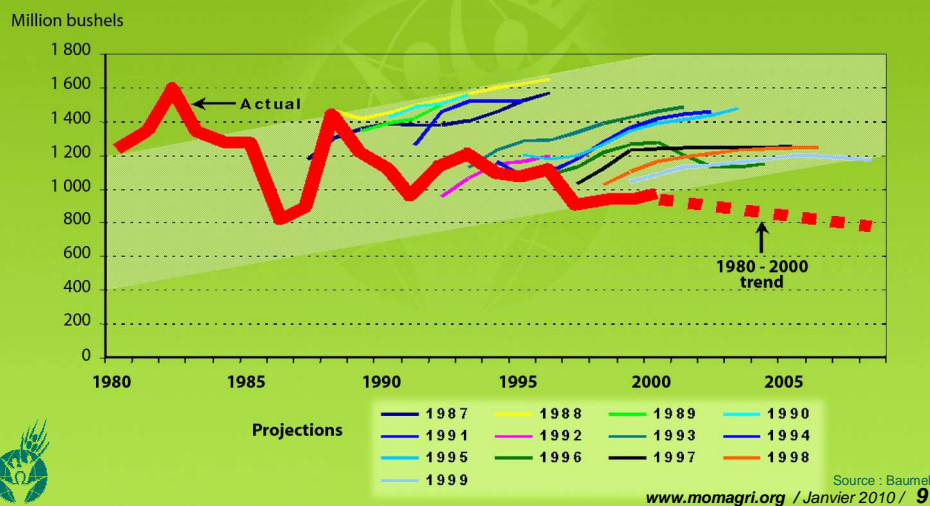
L'agriculture est au cœur d'une vision stratégique globale



Les cours des matières premières agricoles sont historiquement très volatils (blé, USA)



L'incohérence des prédictions des modèles utilisés au niveau international (FAPRI model, cereals)

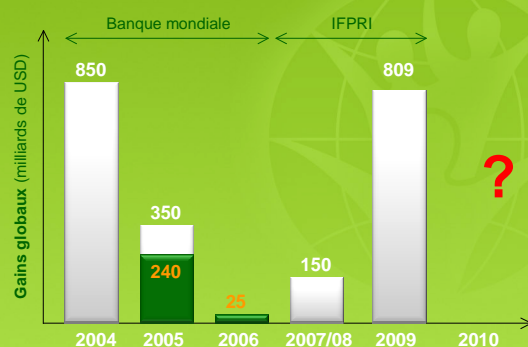


Mais les négociations internationales s'appuient sur ces modèles inadaptés et orientés ...

- 1 Ils considèrent que la demande est totalement élastique par rapport aux Prix.
- 2 Les accords préférentiels essentiels pour les PED, ne sont pas pris en compte.
- 3 Ils sont construits autour d'un « consommateur représentatif »
- 4 Les spéculateurs qui interviennent sur les marchés à terme ne sont pas Modélisés
- 5 Ces modèles considèrent que l'offre s'ajuste automatiquement à la Demande.



... dont les résultats avancés sont aléatoires et inférieurs à leur marge d'erreur.

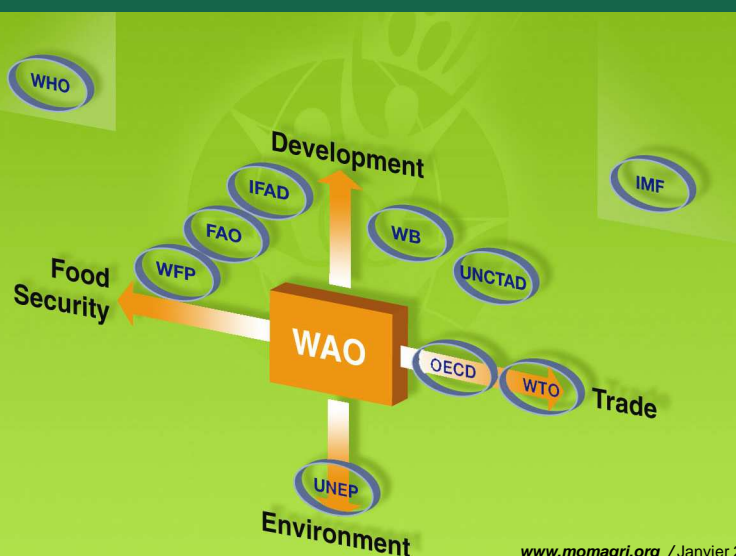


Les résultats varient de 1 à 10 d'une année sur l'autre.

La plupart des résultats sont quasi-insignifiants : de 0.02% à 1.4% du PIB mondial.



L'absence de gouvernance internationale en matière agricole



D'où la mission de momagri

- 1 **Favoriser** une croissance économique mieux répartie, grâce à un libre échange mieux régulé.
- 2 **Optimiser** le potentiel de production agricole et des savoir-faire dans un monde de plus en plus risqué.
- 3 **Lutter** contre la pauvreté et soutenir le développement.
- 4 **Contribuer** à la préservation de l'environnement.



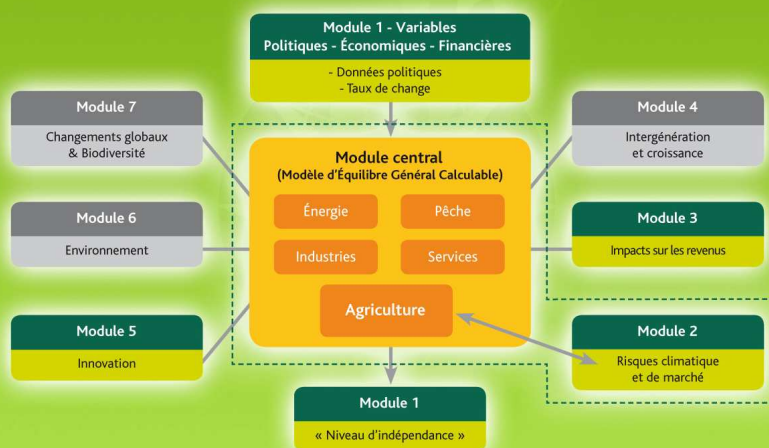
Les trois piliers de momagri



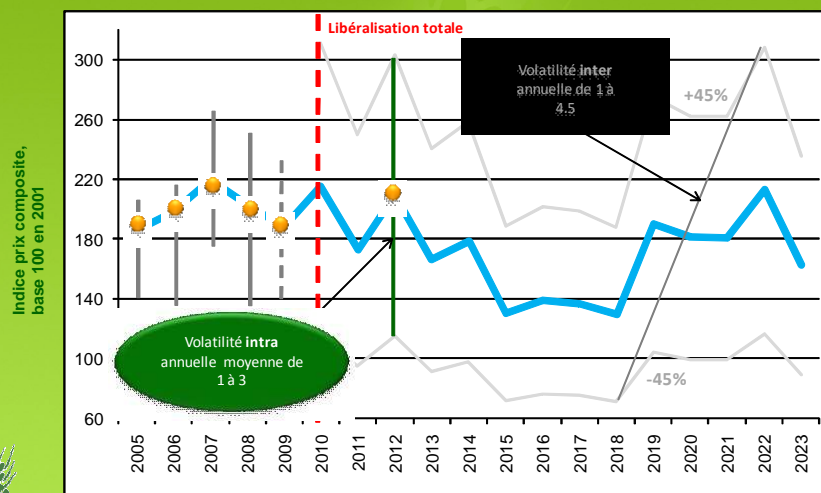
II. Les instruments d'analyse et d'évaluation créés par momagri



A. Premier pilier : le modèle économique



Evolution des prix mondiaux des céréales dans l'hypothèse d'une libéralisation des échanges en 2010 (modèle momagri, mars 09)



www.momagri.org / Février 2010/ 17

Enseignements

-La volatilité des prix des céréales est renforcée par la libéralisation non régulée des marchés.

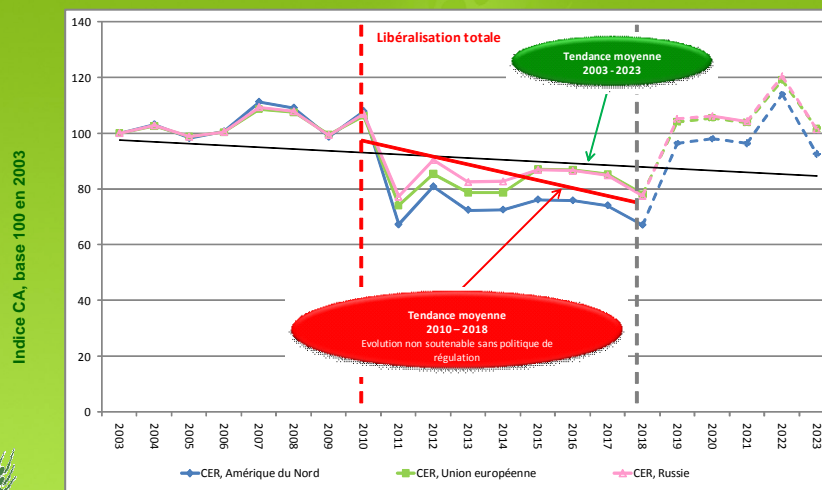
-La volatilité moyenne est de 1,7 et la volatilité maximale de 4,5.

-Il est donc impossible de laisser le marché des céréales sans aucune régulation, au risque de créer des situation irréversibles :

- ❖ de retour au protectionnisme, seul outil actuellement disponible pour assurer la sécurité alimentaire des Etats en cas de crise,
- ❖ d'abandon des terres, résultat direct de la disparition des exploitations agricoles,
- ❖ de montée en puissance d'une financiarisation de l'agriculture.

www.momagri.org / Février 2010/ 18

Evolution des CA des producteurs de céréales des pays développés dans l'hypothèse d'une libéralisation des échanges en 2010 (modèle momagri, mars 09)



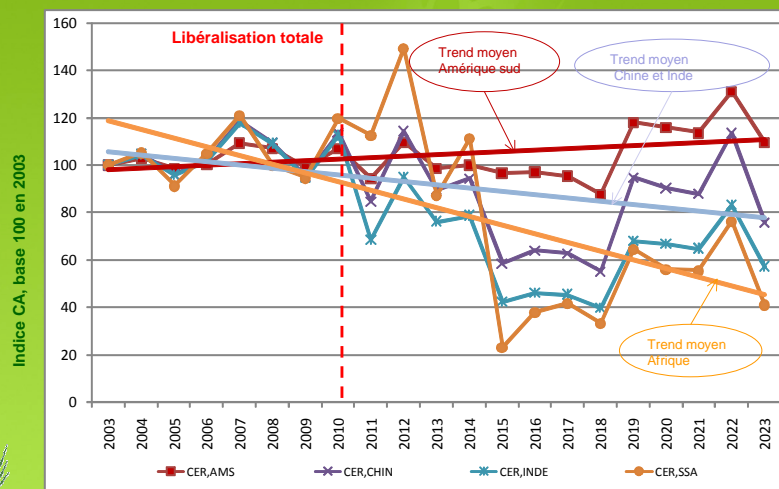
www.momagri.org / Février 2010/ 19

Enseignements

- Longue période de 2011 à 2018 de diminution des revenus (-30%)
- Tendance à la baisse de l'ordre de 10% sur 15 ans, malgré le maintien de politiques de soutien interne. La chute serait plus marquée si il n'y avait plus aucune intervention publique.
- Le problème posé est donc celui d'une régulation des marchés pour éviter les pertes d'emplois et un véritable risque d'effondrement des secteurs agro-alimentaires.
- Les pays riches ont autant besoin que les pays pauvres d'une politique agricole internationale.

www.momagri.org / Février 2010/ 20

Evolution des CA des producteurs de céréales des pays en développement dans l'hypothèse d'une libéralisation des échanges en 2010 (modèle momagri, mars 09)



www.momagri.org / Février 2010/ 21

Enseignements

-De manière générale, la libéralisation des marchés agricoles amplifie la volatilité des chiffres d'affaires des agriculteurs céréaliers des pays émergents et des pays les moins avancés de manière plus prononcée que pour les pays développés.

-Trois cas de figures se détachent:

❖ Pour les pays émergents exportateurs nets de denrées agricoles d'Amérique du sud, la libéralisation s'accompagne d'une volatilité faible des CA, orientés à la hausse (+10%). Ce sont les gagnants de la libéralisation.

❖ Pour les pays émergents importateurs nets de denrées agricoles, type Inde et Chine, la libéralisation des échanges accroît la volatilité des CA des producteurs céréaliers, dans un trend de baisse marqué (-20% à -40% à horizon 2023).

❖ Pour les pays les moins avancés, notamment l'Afrique sub-saharienne, la libéralisation des échanges entraine un effondrement irréversible des revenus (-60% à horizon 2023).

www.momagri.org / Février 2010/ 22

Enseignements finaux Les risques d'un accord à l'OMC

-Un appauvrissement, voire la disparition des économies agricoles, non seulement dans les pays pauvres à forte croissance démographique qui en ont le plus besoin, mais également des pays riches, comme l'Europe et les Etats-Unis.

-Un développement des fonds d'investissement qui achèteront des millions d'hectares de terres, notamment en Afrique.

-- Et enfin, un véritable bouleversement de l'équilibre géopolitique et notamment de la sécurité alimentaire internationale, au-delà des conséquences dramatiques en termes de pauvreté et d'émigration rurale.

Sans mise en œuvre d'une régulation mondiale, un accord à l'OMC dans le domaine agricole sera à l'origine d'une crise structurelle alimentaire bien plus destructrice que la crise financière actuelle.

De sorte que de nombreux gouvernements seront obligés de recourir à des mesures protectionnistes, pour mettre à l'abri leurs peuples des « collapsus » alimentaires qui se multiplieront.

www.momagri.org / Février 2010/ 23

Le modèle momagri: la reconnaissance académique

-Le modèle momagri est le seul modèle à :

❖ avoir prédit un retournement des prix des matières premières agricoles (céréales) en Mars 2008.

❖ à modéliser, à ce jour, pour l'Agriculture, la spéculation et les anticipations des agriculteurs.

- Il constitue un outil de prospective indispensable pour les décideurs nationaux et internationaux en termes :

- d'évolution des prix au niveau mondial et par grande zone géographique;
- de gagnants et de perdants à la libéralisation des échanges;
- d'impact sur les revenus de la libéralisation des marchés.



www.momagri.org / Février 2010/ 24

Le modèle momagri: la reconnaissance académique

1. Organisation d'un workshop sur les risques et l'incertitude en agriculture, les 4 et 5 juin 2009 à Paris réunissant une trentaine d'économistes.
2. Diffusion d'un 1er papier intitulé " *Agricultural Markets Uncertainty and Financialization: A Micro-Disequilibrium Macro Equilibrium Integrated Model*" auprès de la communauté scientifique.
3. Première publication scientifique intitulée « *Boundedly Rational Exuberance on Commodity Markets* », sur le site Social Science Research Network (www.ssrn.com) qui est l'un des sites de publication scientifique les plus reconnus au monde. ➔ Top 3 dans la liste des articles les plus consultés.
4. Publication prochaine dans la revue *Risk and Decision Analysis*.



Validation du modèle momagri lors du Workshop

Consensus sur les points suivants :

- L'indispensable modélisation des risques, de l'incertitude et de la financiarisation;
- L'obsolescence et l'imperfection des modèles actuels;
- L'apport unique et majeur que constitue le modèle momagri;
- Les dangers d'une conclusion hâtive du cycle de Doha sur le potentiel économique des pays pauvres;
- Le risque de relance des réflexes protectionnistes;
- Qu'une politique de stabilisation/régulation pouvait être plus efficace qu'une politique de libéralisation des marchés agricoles internationaux.



B. Deuxième pilier : l'agence momagri

Pourquoi construire l'agence de notation momagri ?

1. Les enjeux stratégiques

- La dimension stratégique de l'agriculture est occultée dans les débats internationaux (sécurité et dépendance alimentaires, stabilité des relations internationales).

- Les risques systémiques et leur impact sur l'agriculture ne sont absolument pas évalués.

2. Les exigences économiques

- Les risques qui affectent les marchés agricoles sont peu ou mal identifiés. (volatilité des prix, spéculation ...).

- L'asymétrie d'information brouille les signaux du marché.



www.momagri.org / Février 2010/ 27

A quelles finalités répondra l'agence de notation momagri ?

3. Les défis politiques

- L'agriculture est un secteur en panne de préconisations politiques.

- L'absence de gouvernance agricole internationale offre une niche à occuper en matière de prescription et d'expertise:

- Evaluer l'efficacité et la compatibilité des stratégies menées par les différents acteurs internationaux ;
- Proposer des mesures de régulation qui corrigent les dysfonctionnements des marchés ;
- Participer à l'amélioration des prises de décision et de la coopération internationale.

C'est ainsi que l'Agence momagri commencera ses travaux par la construction des deux indicateurs SGPA (soutiens globaux à la production agricole) et OSE (optimum sécurité alimentaire / efficacité économique).



www.momagri.org / Février 2010/ 28

Les six objectifs de l'agence momagri

Objectif n°1 : Développer les instruments permettant de dresser un bilan du fonctionnement des marchés agricoles.

Objectif n°2 : Evaluer les risques sur les marchés agricoles et leurs impacts potentiels.

Objectif n°3 : Améliorer la lisibilité des stratégies agricoles au niveau mondial.

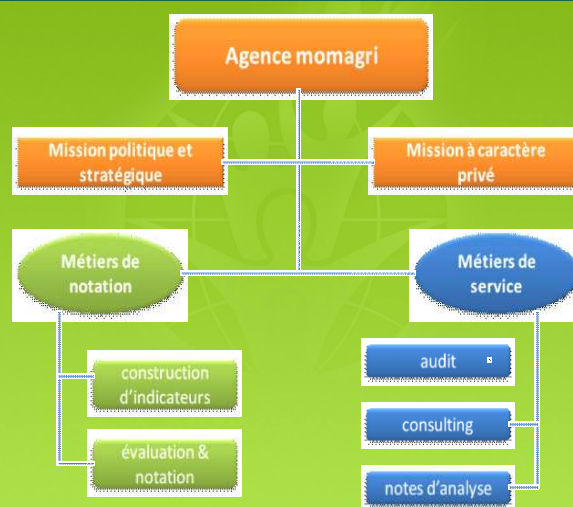
Objectif n°4 : Anticiper les défaillances de marché en vue de prévenir les crises.

Objectif n°5 : Fournir aux décideurs internationaux de nouvelles références et éléments d'aide à la décision politique.

Objectif n°6 : Promouvoir une coopération et une régulation internationale de l'Agriculture et de l'Alimentation.



Les modes d'action de l'agence momagri



Les champs d'intervention de l'agence momagri

Les champs d'intervention affichés sont volontairement étendus conformément aux périmètres d'action de toute agence de notation. Ceux-ci permettront d'entreprendre en fonction des ressources allouées, des actions produisant des éléments d'information ayant un pouvoir médiatique et politique fort.

Les domaines notés :

Agriculture, Agroalimentaire, Environnement et biodiversité,
Développement et lutte contre la pauvreté, Sécurité d'approvisionnement
et sécurité alimentaire, Energie et chimie verte, Santé publique,
innovation.

Les acteurs notés :

Etats souverains, Institutions internationales, Fondations, Associations et
ONG, Entreprises, Investisseurs et gérants d'actifs.



L'indicateur: SGPA (soutiens globaux à la production agricole)

Objectif : L'indicateur SGPA vise à remplacer un indicateur contesté et contestable, l'indicateur ESP (*évaluation du soutien à la production*) de l'OCDE, qui régit en bonne part les négociations internationales ayant trait aux soutiens agricoles dans le cadre de l'OMC.

Audit de l'existant : Les limites et imperfections de l'indicateur ESP

L'indicateur ESP évalue la part des soutiens internes versés aux agriculteurs dans l'OCDE. Il sert de référence aux décideurs internationaux pour promouvoir la libéralisation non régulée des échanges. Toutefois, les limites et imperfections intrinsèques de l'indicateur ESP en font un outil inadapté et dangereux :

Prix de référence = Prix de dumping, non prise en compte de soutiens, notamment américains (crédit export, marketing loans ...).



Il est donc urgent de construire un indicateur pertinent et utile pour les décideurs internationaux : **c'est l'objectif de l'indicateur SGPA.**

Les principes fondateurs de l'indicateur SGPA

Il prendra en compte les soutiens internes déguisés qui confèrent à certains acteurs un réel pouvoir de marché ;

Il se basera sur des prix économiquement fondés et non de dumping généralisé

Il prendra en compte les répercussions positives comme négatives des soutiens aux agriculteurs sur le reste de l'Economie ;

Il adoptera une approche horizontale dans le sens où il ne se limitera pas seulement aux soutiens internes (subventions à l'exportation et barrières d'accès aux marchés) ;

Il adoptera une approche verticale en intégrant les effets compensatoires qui peuvent exister entre les différentes boîtes orange, bleue et verte de la classification de l'OMC.



L'indicateur OSE (optimum sécurité alimentaire – efficacité économique)

Objectif :

L'indicateur OSE vise à combler un vide stratégique en matière d'évaluation et d'amélioration conjointe de la sécurité alimentaire et de l'efficacité économique du secteur agricole d'une région.

Cet indicateur est primordial afin que la libéralisation des échanges souhaitée par l'OMC (dans une optique d'efficacité économique accrue) ne se fasse pas au détriment de la sécurité alimentaire mondiale.



L'indicateur OSE (optimum sécurité alimentaire – efficacité économique)

Définitions :

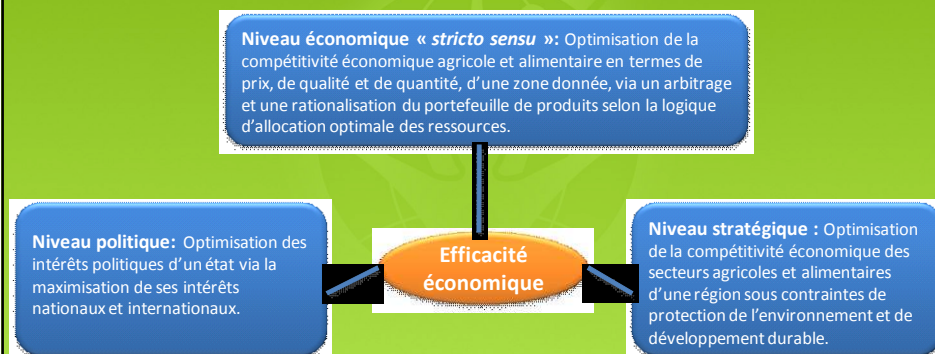
La sécurité alimentaire :



* Dans un premier temps, nous considérerons que l'indicateur NSA constituera une première évaluation de l'indicateur NSS

L'indicateur OSE (optimum sécurité alimentaire – efficacité économique)

L'efficacité économique :



L'indicateur OSE (optimum sécurité alimentaire – efficacité économique)

Les principes fondateurs de l'indicateur OSE :

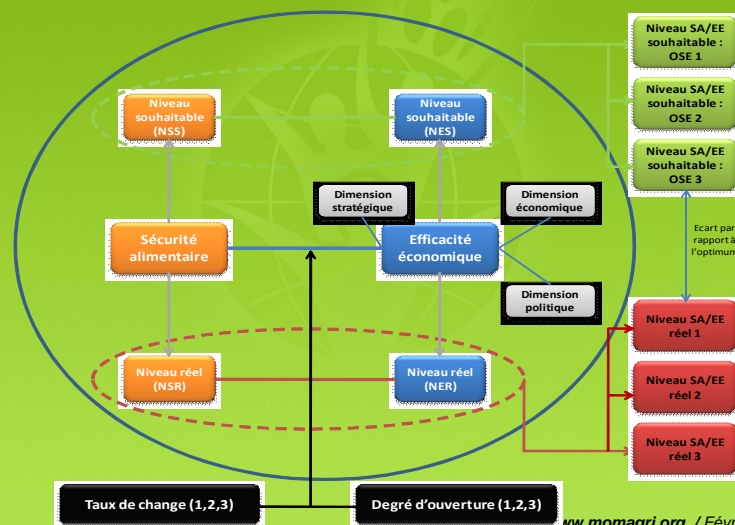
Il sera un **indicateur global et dynamique** mesuré par l'écart entre les niveaux souhaitable et constaté de sécurité alimentaire et d'efficacité économique ;

Il s'appuiera sur une définition large de l'efficacité économique englobant la dimension économique « stricto sensu » et les dimensions stratégique et politique ;

Les niveaux constaté et souhaitable de sécurité alimentaire et d'efficacité économique seront relatifs, car fonction de deux facteurs exogènes : les taux de change et le degré d'ouverture de l'économie.



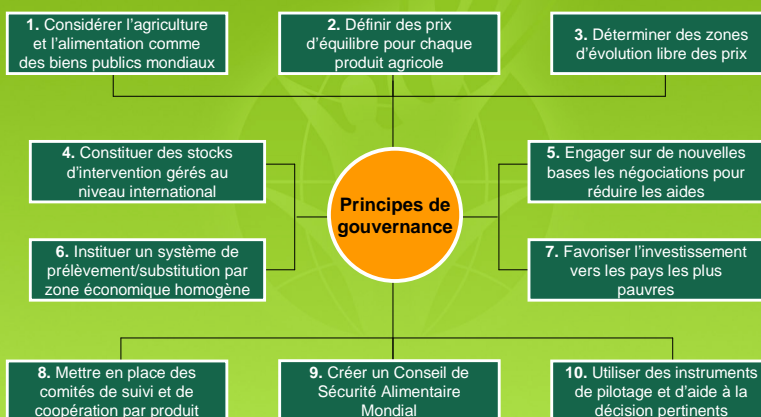
L'indicateur OSE (optimum sécurité alimentaire – efficacité économique)



III. Les principes de gouvernance



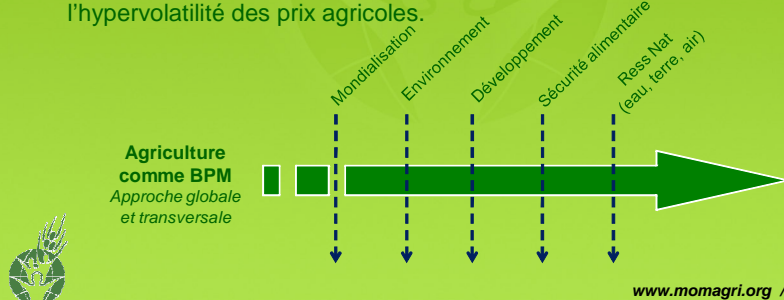
Troisième pilier de momagri: les principes de gouvernance



Principe 1 : Considérer l'Agriculture et l'alimentation comme des Biens Publics Mondiaux (BPM)

L'agriculture est stratégique pour l'avenir de l'humanité et doit être mise au rang des Biens Publics Mondiaux en raison de :

- ses liens avec l'environnement et l'utilisation des ressources naturelles.
- sa relation directe avec la lutte contre la pauvreté, la santé et la sécurité alimentaire
- son rôle pour la paix dans le monde, menacée par les effets destructeurs de l'hypermotilité des prix agricoles.

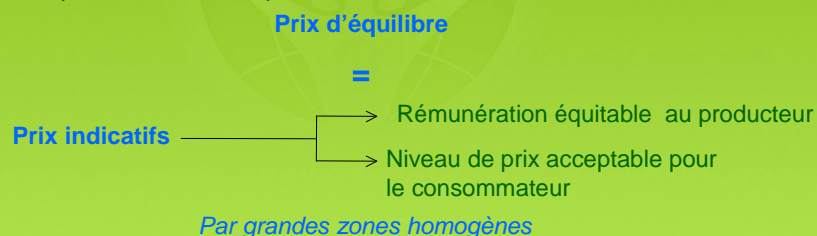


www.momagri.org / Février 2010/ 41

Principe 2 : Définir des prix d'équilibre pour chaque produit agricole

Chaque année sera fixé un **prix d'équilibre** par produit correspondant à un **niveau de rémunération équitable** pour les producteurs afin de créer une **visibilité de référence**.

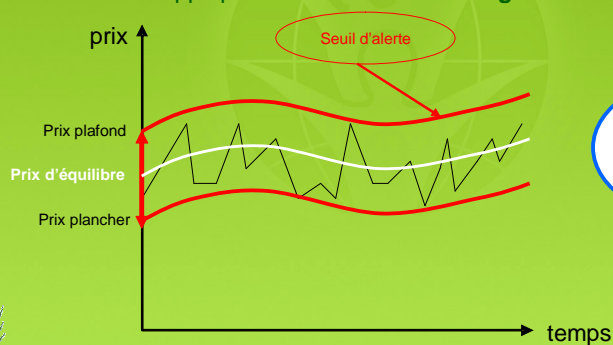
Ce prix d'équilibre sera **différencié par grande zone économique homogène**, regroupant des pays ayant des niveaux de développement et des problématiques de croissance proches.



www.momagri.org / Février 2010/ 42

Principe 3 : Déterminer des zones d'évolution libre des prix

Une plage de variation libre de toute régulation sera définie autour de ces prix d'équilibre par négociation internationale. Au delà de cette plage, un processus de négociation obligatoire sera engagé. S'il échouait tout Etat pourrait décider d'appliquer une **clause de sauvegarde**.

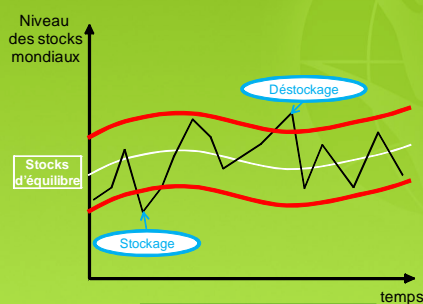


Logique du serpent dans le tunnel

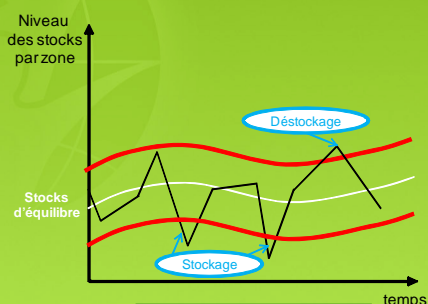


Principe 4 : Constituer des stocks d'intervention gérés au plan international

Un des moyens d'action prioritaire de la communauté internationale, en cas de dérapage des marchés, sera d'utiliser des **stocks d'intervention publics**, dont la constitution et l'emploi seront définis par l'OMA.



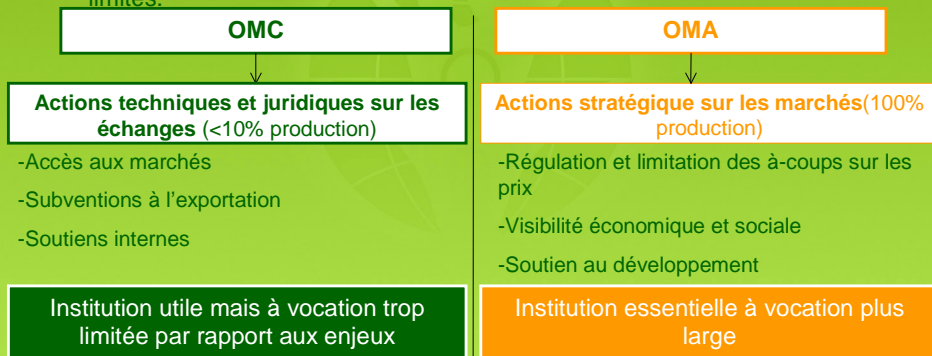
Stocks mondiaux



Stocks régionaux

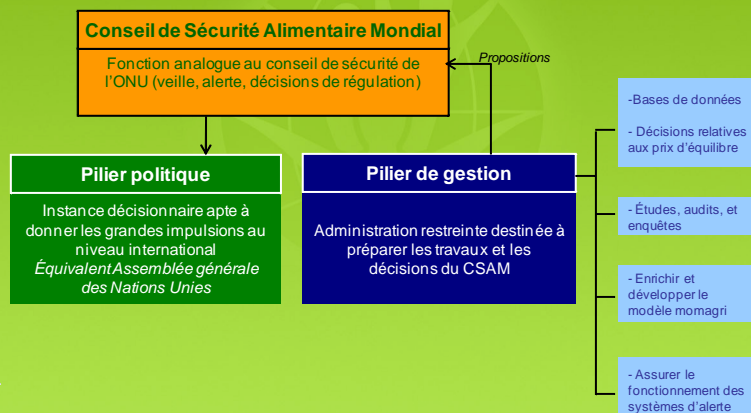
Principe 5 : Engager des négociations sur de nouvelles bases pour réduire les aides et les subventions

L'application de ces principes conduira à une réduction des subventions à l'exportation et des aides internes beaucoup plus sûrement que des négociations à l'OMC car les risques de dérapage des marchés seront limités.



Principe 9 : Créer un Conseil de Sécurité Alimentaire Mondial

Un Conseil permanent, le **Conseil de sécurité alimentaire mondial**, regroupant une vingtaine d'États représentant les cinq continents prendra les **décisions de régulation**.



Le processus de prise de décision au sein de la future OMA

Le pilier politique sera l'équivalent du conseil des chefs d'Etat européens, ou du G8/G20 : une instance décisionnaire apte à donner les grandes impulsions au niveau international. N'en feront pas partie simultanément tous les chefs d'Etats

Sur le principe du Conseil de sécurité de l'ONU, un Conseil Permanent , le Conseil de Sécurité Alimentaire Mondial regroupera une vingtaine d'Etats représentant les cinq continents.

Le Conseil changera par roulement et prendra les décisions.

Une Assemblée générale siègera chaque année pour donner les grandes orientations.



Le processus de prise de décision au sein de la future OMA

Le pilier de gestion s'appuiera sur une administration qui aura le pouvoir de proposition, les Comités de gestion par produit et les Comités transversaux instruisant ces propositions, avant décision par le Conseil permanent ou l'Assemblée générale des Etats membres.

Ce dispositif emprunte à la fois au fonctionnement des Nations unies et à celui de l'Union européenne. Si nous parvenons à initier sa création, la PAC sera incluse dans un ensemble mondial qui en prendra le relais et les distorsions des échanges aujourd'hui au cœur des débats à l'OMC auront disparu.



IV. Enseignements et Perspectives



Enseignements majeurs

1. **Les outils d'aide à la décision utilisés dans les enceintes internationales doivent être audités et** reconstruits afin d'être en phase avec les réalités agricoles (indicateur ESP, modèles économiques standards).
2. **Le Bilan de santé de la PAC doit être repensé d'urgence car les postulats sur lequel il repose sont erronés.**
3. **La libéralisation des échanges doit être économiquement régulée via des instruments appropriés** (stocks, encadrement des prix, ...)
4. **Une politique agricole et alimentaire internationale doit être instaurée** afin d'homogénéiser les différentes politiques nationales et d'éviter les risques de replis protectionnistes.



Perspectives: L'institutionnalisation et l'internationalisation de momagri sont en cours.

Depuis sa création en décembre 2005, **plus de 300 rendez-vous** ont été menés avec des experts, des centres de recherche, des institutionnels (français, européens et internationaux), ainsi qu'avec des membres d'organisations agricoles.

Institutions internationales : Banque Mondiale, FMI, OMC, FAO, OCDE, FIDA ...

Gouvernements étrangers et institutions sous régionales : Afrique de l'Ouest (Sénégal, Bénin), États-Unis, Chine

Think tanks et ONG : Carnegie (CEIP), Bipartisan Policy Center, Center for Global Development, Johns Hopkins-SAIS, Cato Institute, IFPRI, AFBF, NFU, International Food and Agricultural Policy Center, Oxfam, Progressive policy Center, Heritage Foundation, IFPRI, Millenium Institute, RAND, WRI, ...

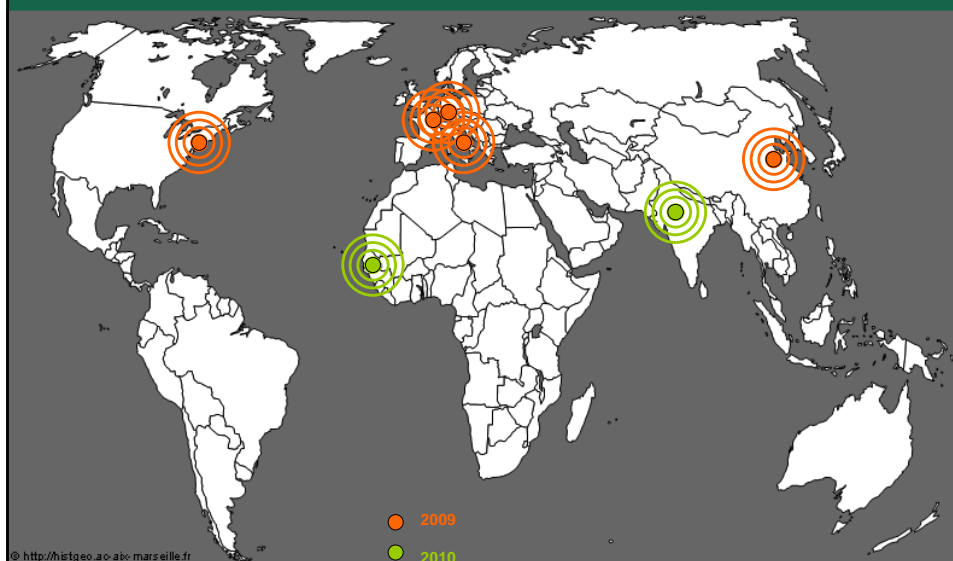
Union Européenne : Commission européenne (DG Agri, DG Trade, DG Budget, DG EcoFin), Parlement européen

Institutions françaises : Élysée, Matignon, Ministère de l'Agriculture, de l'Économie, du Budget, des Affaires étrangères, de l'Écologie, Assemblée nationale, Sénat, CES, AFD

Organisations agricoles : FNSEA, JA, APCA, SAF, Académie de l'Agriculture, COPA COGECA, ATLA ...

www.momagri.org / Février 2010/ **51**

Le périmètre géographique d'influence de momagri



www.momagri.org / Février 2010/ **52**

Perspectives: **Formalisation de partenariats**

Des partenariats sont en cours d'élaboration, avec des think-tanks ou des organisations professionnelles agricoles, relatifs à une politique agricole et alimentaire internationale et à l'aide au développement ...

Quelques exemples:

- **Carnegie Endowment for International Peace** (*conférence en juin 2007*)
- **La Coop fédérée du Québec**

Mais également avec des Institutions internationales ou des pays étrangers:

- **FAO**
- **Sénégal / Dakar agricole**



- **FMI**, où D. Strauss-Kahn partage notre constat, notre démarche et nos propositions : des contacts sont établis avec ses économistes.

www.momagri.org / Février 2010/ **53**



momagri

mouvement pour une organisation
mondiale de l'agriculture

Merci pour votre attention !



www.momagri.org / Février 2010/ **54**